

D'un atelier sur l'égalité des chances hommes-femmes à la création d'une entreprise d'économie sociale

A la demande de la Maison de quartier de la Brouchettere, un quartier très défavorisé de Charleroi, deux formatrices de la FUNOC ont organisé un atelier sur l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Cet atelier a été le point de départ d'un processus qui a abouti à la création avec les femmes du quartier d'une ASBL 'service traiteur pâtisserie', puis à la naissance d'un projet d'économie sociale dans le secteur du repassage. Les femmes sont actuellement sur le point d'atteindre leur objectif, un travail pour toutes puisque, d'ici quelques semaines, elles seront engagées par la coopérative SINET 'centrale de repassage'.

C'est Reflect-Action qui a été le moteur idéologique et méthodologique de ce processus dont l'aboutissement n'a été possible que parce qu'il s'agissait d'une action collective à visée émancipatrice s'inscrivant dans la durée.

Contexte de vie

La Brouchettere est l'un des 55 quartiers de la commune de Charleroi. La moitié des logements est constituée d'appartements, un peu moins de la moitié de maisons jumelées et mitoyennes et le reste de maisons individuelles. Les logements sont généralement de plus petite taille que la moyenne à Charleroi. Les logements sociaux, majoritairement locatifs, représentent presque le quart de l'ensemble des habitations de la Brouchettere alors que dans la région de Charleroi, cette proportion n'atteint généralement que 10%. On y dénombre deux fois plus de logements insalubres que sur le reste du territoire. Les jardins et les espaces verts accessibles au public sont quasi inexistantes.

Un peu plus de 10% de la population est constituée d'étrangers de nationalité extra-européenne. Il s'agit là d'une des proportions les plus élevées pour un quartier de Charleroi.

La proportion de bénéficiaires du revenu d'intégration est supérieure à la moyenne de Charleroi (6,3% pour la Brouchettere et 4,6% pour l'ensemble de la ville).

Le rapport entre le nombre d'ânés et le nombre de jeunes montre que dans ce quartier, on trouve autant de jeunes de moins de 20 ans que de personnes de plus de 60 ans.

Le projet pilote de la Brouchettere s'est donc déroulé dans un contexte urbain particulièrement difficile. Ce type de contexte

social tend en effet à accentuer la rupture entre les populations belge et immigrée, sur fond de tension intergénérationnelle et intercommunautaire relativement forte.

Phase de sensibilisation lors de la Journée de la femme

En 2005, la *Maison de quartier* de la Broucheterre a demandé à la FUNOC d'animer un atelier dans le cadre des activités qu'elle organisait à l'occasion de la Journée de la femme. Nous avons donc animé un atelier de sensibilisation à la problématique de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes : *Un autre genre s'il vous plait*.

A la suite de cet atelier, un groupe de femmes a souhaité se rencontrer autour de la problématique du travail. Né à partir d'une préoccupation commune, le groupe s'est réuni pour la première fois le 11 mars 2005, seulement quelques jours après notre animation sur la question du genre.

Mise en route du projet

Afin de poursuivre la collaboration, la FUNOC et la *Maison de quartier* ont signé une convention de partenariat pour une durée d'un an. Le groupe de femmes s'est pour sa part engagé à suivre cette 'formation de mise en projet'. La terminologie 'mise en projet' offrait l'espace de liberté nécessaire pour laisser émerger les idées et les propositions du groupe.

Choix de la méthodologie : le processus Reflect-Action

L'approche Reflect-Action nous semblait la plus à même de répondre aux enjeux soulevés par le groupe. Il fallait créer un contexte capable d'engendrer une dynamique de

groupe. Dès le départ, la femme participant à la formation était considérée comme sujet en devenir et non comme 'cliente' d'une formation construite autour d'une relation de subordination formateur-stagiaire. Considérer la stagiaire en formation comme sujet de sa propre existence nécessitait en effet de revoir cette relation. Inscrire l'expérience de la Broucheterre au cœur d'un processus Reflect-Action permettait cette reconnaissance des femmes comme sujets et apportait un cadre d'action global et des méthodes favorisant la prise de conscience et l'émancipation par l'action collective.

De l'expérience individuelle à la démarche collective

Tout au long du projet, nous avons réalisé de nombreux panneaux qui permettaient de développer une représentation visuelle des questionnements, des difficultés, des projets.

Rassembler des informations sur des panneaux a contribué à structurer la pensée, à synthétiser les informations et à comprendre les enjeux de l'économie sociale, par exemple. Même les femmes maîtrisant mal la langue française et la pensée abstraite ont pu acquérir rapidement les moyens de structurer leur pensée et être en mesure de définir des plans d'action.

Fleuve de vie et socialisation des expériences individuelles

Le second atelier a jeté les bases de cette construction. Les femmes ont participé à un jeu de rôle permettant de déceler les goûts de chacune. Ensuite, elles ont été amenées à se pencher sur la notion de groupe. Enfin, elles ont élaboré un panneau où elles exposaient

leur expérience personnelle positive (éducation réussie des enfants, obtention du permis de conduire...). L'objectif de ce panneau était de mettre en évidence ce qu'elles avaient réussi dans leur existence pour en retirer les éléments positifs. Le fait d'exposer ces expériences leur a permis de prendre conscience de leurs acquis et de les visualiser. Une telle démarche leur a également permis de se montrer sous un jour positif aux autres et a débouché sur un premier sentiment d'appartenance au groupe.

Echanger leurs expériences, prendre le risque de s'exposer à d'autres ont fait prendre conscience aux femmes qu'elles n'étaient pas seules, que d'autres avaient vécu des choses similaires. Elles découvraient les autres à la fois semblables et différentes. Elles découvraient que sur cette base, elles pouvaient faire quelque chose ensemble : *« Nous avons chacune réalisé des choses positives; donc ensemble, si nous mettons nos ressources en commun, on pourra réaliser de nouvelles choses. »*

Première difficulté à laquelle le groupe a dû faire face

Aborder le problème de la garde d'enfants dans le cadre des ateliers a permis de mettre véritablement en route le processus Reflect-Action, l'impulsion de départ étant acquise par la valorisation des expériences positives. Ce problème concernait l'ensemble du groupe. La majorité des femmes avaient en effet des enfants âgés de moins de trois ans dont elles avaient la garde, y compris pendant les ateliers. Elles allaient devoir agir pour résoudre le problème en tant que groupe de femmes et trouver une solution collective dont toutes bénéficieraient.

Ensemble, nous avons donc analysé l'origine du problème, ce qui a permis d'énumérer quelques questions comme : pourquoi les hommes de leur milieu ne se sentent-ils pas concernés par la garde des enfants? pourquoi est-ce toujours les femmes qui doivent trouver des solutions? Ces réflexions concrètes ont permis aux femmes de prendre conscience de la notion de genre.

Suite à ces discussions, le groupe a décidé de porter le problème devant le responsable du *Contrat de sécurité et de société* de la Ville de Charleroi qui avait à charge de suivre le projet. Il s'agissait pour elles, en tant que groupe, de porter une revendication devant une autorité compétente.

Plusieurs ateliers ont été nécessaires pour préparer cette rencontre, oser s'exprimer, défendre une idée, surmonter la peur, se confronter à une relation de pouvoir... Pour ce faire, nous avons utilisé la méthode du plaidoyer qui a permis d'analyser le problème et de mettre en place une stratégie d'action en travaillant sur cinq points :

- l'exposé du problème : la garde des enfants pendant les ateliers;
- l'objectif de la rencontre : obtenir une garderie gratuite;
- la personne à contacter : le responsable du *Contrat de sécurité*;
- le développement de l'argumentation : les femmes subissent une injustice car les stagiaires en formation à la *FUNOC* ont droit à une garderie gratuite; or, elles aussi sont stagiaires à part entière; dès lors, elles aussi ont droit à ce que leurs enfants soient gardés gratuitement;
- la stratégie et le plan d'action : il serait nécessaire que la *Maison de quartier* rétribue une personne sous statut ALE pour garder les enfants.

Ces différents points ont été reportés sur un dessin des doigts de la main. C'est cette représentation visuelle qui a permis aux femmes de préparer leur action revendicative auprès de la ville.

Grâce à cette préparation, elles sont sorties de la rencontre en ayant obtenu gain de cause. Après seulement quelques semaines de fonctionnement, le groupe est ainsi parvenu à une première victoire collective tout en acquérant des compétences dans la définition d'une stratégie d'action.

D'un groupe anonyme à la création de l'ASBL Soleilles

L'analyse du problème de la garde des enfants a permis aux femmes de se rendre compte de l'importance des déterminants sociaux qui pèsent sur une situation donnée. Agir ensemble leur a fait prendre conscience combien l'action collective peut s'avérer plus efficace que l'action individuelle. Cette victoire leur a aussi permis de

renforcer l'identité positive du groupe. Leur groupe représentait une force sur laquelle elles pourraient s'appuyer dans le futur.

Pour renforcer cette identité, un travail de création d'un logo a été entrepris. J'ai ainsi proposé de faire un brainstorming sur les idées que le groupe voulait faire apparaître à travers son logo. Elles ont ensuite choisi l'image du soleil car il rayonne et l'ont mis au féminin pluriel : le groupe a donc décidé de s'appeler *Soleilles*. Puis, elles ont cherché des mots à partir de chaque lettre de *Soleilles* – Solidarité, Ouverture, Liberté, Espoir, Idée, Lutte, Langage, Engagement et Soutien – qui sont devenus les rayons qu'elles ont dessinés autour du soleil pour réaliser le logo.

Au fil des ateliers, la problématique du travail a pris de plus en plus de place. Compte tenu du contexte économique de la région, de la discrimination à l'embauche et de leur propre manque de qualification professionnelle, les femmes ont envisagé la perspective

Remise en état du local





Signature des statuts

de créer leur propre activité. Ensemble, nous avons décidé de créer une ASBL. Pour cela, il fallait qu'elles s'approprient les caractéristiques et la terminologie propre des ASBL : qu'est-ce qu'une ASBL ? une ASBL pour quoi faire ? c'est quoi les statuts d'une ASBL ? existe-t-il déjà une ASBL qui a tenté ce type d'expérience avec un groupe de femmes ? C'est dans ce cadre que nous sommes allées à Bruxelles rencontrer l'ASBL *Bouillon de Cultures* qui, dans une optique de réinsertion sociale et professionnelle, a mis sur pied un restaurant de quartier dans le parc Rasquinet à Schaerbeek. L'association propose également un service traiteur qui a élargi ses activités à des rencontres interculturelles et citoyennes (rencontres internationales, débats politiques, activités

pour femmes, fêtes de quartier, animations en faveur de l'environnement, etc.).

Pour le choix de leur activité, les femmes du groupe *Soleilles*, enthousiasmées par ce qu'elles avaient vu à *Bouillon de Cultures*, ont d'abord retenu l'idée d'un restaurant social mais une femme du groupe a soulevé le problème de cuisiner du porc et de servir des boissons alcoolisées. Le groupe a donc abandonné l'idée du restaurant et a décidé de se lancer dans la pâtisserie. Pourquoi la pâtisserie ? Parce qu'il s'agissait d'une compétence que les femmes maîtrisaient totalement. Après de nombreuses rencontres et discussions, elles ont finalement décidé que les activités principales de l'ASBL seraient un service traiteur pâtisserie et l'animation d'un atelier pâtisserie, ouvert à toute personne voulant s'initier aux pâtisseries maghrébines.



Atelier pâtisserie

Ces activités avaient pour objectifs de partager un savoir-faire, d'initier d'autres habitants du quartier à la pâtisserie, de tisser des liens interculturels et intergénérationnels et de renforcer l'autonomie des membres du groupe.

Afin de pouvoir assurer les ateliers, le groupe a dû remettre en état le local qui leur était prêté et, pour mener à bien ses activités, il a obtenu un soutien financier du *FIP1*.

De l'ASBL *Soleilles* à une coopérative d'économie sociale

Progressivement, le besoin de revenus s'est fait sentir de manière plus pressante et l'idée de la création d'emplois est née... Et nous voilà partis dans un projet d'économie sociale.

Nous avons toujours travaillé sur le mode de la visualisation. Avec des images découpées

dans des magazines, les femmes devaient représenter sur un panneau l'économie libérale et sur un autre l'économie solidaire. Ensuite, nous avons progressivement ajouté sur les panneaux des mots qui avaient une résonance chez elles : richesse, pauvreté, injustice, mauvaise répartition des richesses, inégalités...

Suite à une série de rencontres avec le responsable de *SAW-B*², l'idée est née de créer une centrale de repassage intégrée dans le dispositif des titres-services. Un projet a été rédigé et devait voir le jour avec différents partenaires : *Soleilles*, *SINET* (une entreprise d'économie sociale active dans l'aide à domicile), la *FUNOC* et la *Maison de quartier*. Mais, à un moment donné, le projet a été repris dans un projet plus global introduit au *Fonds Stade Ouvert* de la *Fondation Roi Baudouin*,

via le *Fan coaching*³ du *Contrat de sécurité* de la Ville de Charleroi. Or, il n'y a eu ni phase préparatoire ni discussion pour faire participer le groupe à la mise en forme de ce projet plus global. A partir de ce moment, le groupe s'est senti dépossédé de son projet.

Bien que, suite à cela, certaines données lui aient échappé, le groupe a maintenu la pression auprès de la *Maison de quartier* pour avoir régulièrement des nouvelles du projet. Se prenant en charge seul, il a surmonté les difficultés et dépassé les découragements. A sa demande, je suis devenue membre de l'ASBL et j'ai continué à participer aux réunions avec la *Maison de quartier* et le représentant du *Contrat de sécurité*. A ce stade, mon rôle de facilitatrice prenait un tout autre sens par mon engagement personnel au sein du groupe.

Le groupe a aussi fait régulièrement appel à des personnes ou des services ressources comme par exemple le *Centre d'intégration* de Charleroi pour la rédaction de leur rapport d'activités *FIPI* ou pour participer à la formation que le *FIPI* organisait pour les opérateurs qu'il subventionne.

Le projet de centrale de repassage a donc repris là où il en était avant que le groupe *Soleilles* n'en soit dépossédé. Outre le soutien de la *Maison de quartier* et du responsable de la coordination des maisons de quartier dans le cadre du *Contrat de sécurité*, le groupe a pu compter sur l'entreprise *SINET* qui lui a apporté son expertise, ses compétences en matière d'octroi des agréments et son expérience professionnelle. Le projet a finalement débouché sur la création d'emplois puisque *SINET* vient de créer une coopérative de repassage et engagera toutes les femmes du groupe. Elles ne seront cepen-

dant pas membres de la coopérative car, comme *SINET* est une structure qui existe et fonctionne déjà, en ne perdant pas de temps pour faire agréer de nouveaux statuts, l'engagement pourra se faire assez vite. Les femmes sont néanmoins satisfaites car leur priorité était de travailler. D'ici quelques semaines, le travail sera donc pour elles une réalité. Et tout se précise déjà puisqu'on en est maintenant aux questions d'ordre pratique : implantation, horaires, salaire...

Ce projet professionnel avec de vrais emplois à la clé a finalement pu voir le jour grâce à la motivation et la persévérance des femmes, grâce aussi à l'implication des différents interlocuteurs, la *Maison de quartier*, le représentant du *Contrat de sécurité*, et nous, en tant que formatrices de la *FUNOC* qui avons misé sur les capacités des femmes à mener jusqu'au bout un projet qui répond à leur revendication d'emploi.

Loretta MODESTI
FUNOC

1. Le Fonds d'impulsion à la politique des immigrés (*FIPI*) a été créé en 1991 par le Gouvernement fédéral pour soutenir des projets favorisant l'intégration sociale des personnes d'origine étrangère, la prévention des discriminations et le dialogue interculturel.

2. L'asbl *Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises* soutient le développement d'une économie centrée sur le respect de l'humain et de l'environnement. Les entreprises qu'elle fédère proposent des réponses concrètes et innovantes aux enjeux de notre société et développent des emplois de qualité.

3. Si le *Fan coaching* de la ville de Charleroi a pour première vocation d'encadrer les rencontres du *Sporting de Charleroi* dans une perspective de prévention de la violence au sein des supporters du club, il organise aussi des animations sportives et assure un travail communautaire de rue ainsi que de l'aide sociale individualisée.